

## **Sommaire**

Les médias en ligne de Kinshasa, consultés au matin de ce samedi 10 août 2019 reviennent en majorité sur la réunion de sécurité convoquée par le président Félix Tshisekedi hier, vendredi 9 août. Une baisse de recette dans le secteur minier est également évoquée par ces médias. Au chapitre de la formation d'un gouvernement, la CENCO a adressé au PM un memorandum qui est joint en annexe

### **Insécurité à l'Est**

**CasInfo.ca** titre : « *Félix Tshisekedi ordonne des opérations « pour stopper l'hémorragie sécuritaire »* ».

Une réunion du Haut commandement militaire s'est tenue ce vendredi 09 août à la Cité de l'Union africaine sous l'égide du Président de la République et Commandant suprême des forces armées, renseigne ce média en ligne. « *Le Ministre intérimaire de la défense Michel Bongongo, le ministre du budget, Pierre Kangudia, l'administrateur général de l'ANR, Inzun Kakiak, le directeur général de la DGM et plusieurs autres personnalités ont été associés à cette réunion à laquelle prennent souvent part les différents corps militaires* », écrit ce site.

Le **Bulletin de l'ACP** renchérit : « *Le Chef de l'Etat instruit le haut commandement militaire d'éradiquer l'insécurité dans des provinces du pays.* »

L'agence note que le Président de la République et Commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a donné « des instructions fermes pour mettre fin à l'insécurité créée par les agressions avec armes blanches dans quelques provinces de la RDC ». L'ACP qui s'appuie sur le service de communication de la présidence de la République, ajoute que le Chef de l'Etat a jugé cette situation « inadmissible », après avoir écouté le rapport du chef d'état-major général des Forces armées de la RDC (FARDC), le général d'armée Célestin Mbala Musense.

« *Tueries à Beni : "Une situation inadmissible" pour le chef de l'État qui a "donné des instructions claires" pour y mettre fin* », titre **7/7.cd**.

Deux points étaient à l'ordre du jour au cours de la réunion du Haut commandement militaire de vendredi 9 août 2019, rappelle ce média. Evoquant situation préoccupante de Beni et l'Insécurité créée par les agressions avec armes blanches dans quelques provinces, note aussi ce site d'information.

### **Mines**

**Actualité.cd** qui évoque, parmi ses titres du jour, la situation économique du pays, écrit : « *Suite à la baisse de prix des matières premières, la contribution du Ministère des Mines au budget 2020 réduit de 14,94%* ».

Alors que le peuple congolais attendait une augmentation de la contribution du secteur des Mines pour permettre au Gouvernement de répondre à ses besoins, le Ministère des Mines annonce être capable de mobiliser que 274 millions USD en 2020 pour le compte du pouvoir central, constate ce média. « *Comparé aux prévisions des recettes de l'exercice 2019, voté à hauteur de 308 millions USD, il s'observe une réduction d'environ 48 millions USD soit 14,94%* », souligne ce site.

### **Presse et documents étrangers**

#### **La "guerre des vaccins" perturbe la riposte à Ebola**

Colette Braeckman – Le Soir – le 1 août 2019

Depuis que l'épidémie de fièvre Ebola a gagné Goma, une ville de plus d'un million d'habitants d'où partent des vols nationaux et internationaux et qu'elle menace Bukavu, tout aussi surpeuplée, l'inquiétude gagne toute la région et a été enfin déclarée « urgence sanitaire de portée internationale » par l'OMS, après trois refus successifs. Cette reconnaissance de la gravité de la situation devrait permettre de débloquer des fonds supplémentaires (350 millions

de dollars plus 100 millions mis à disposition par la Banque Mondiale) et de placer la gestion de la crise entre d'autres mains que la seule autorité congolaise.

Il est vrai que le fléau s'inscrit dans un contexte marqué par la guerre qui sévit dans la région de Beni où les groupes armés ont déjà fait des milliers de morts, tandis que l'insécurité avait obligé les citoyens du Nord Kivu et de l'Ituri à participer aux élections générales avec trois mois de retard. Doutant de leurs politiciens, s'estimant mal défendus par leurs militaires (qui ont cependant payé très cher leur engagement contre les rebelles islamistes ADF Nalu), n'ayant plus confiance en la Monusco, les habitants de la région sont gagnés par le doute : dénonçant le « Business Ebola », ils contestent les équipes de la riposte venues de Kinshasa qui se déplacent à grands frais et ne connaissent ni la langue ni les coutumes de leur province et choquent souvent le particularisme des populations Nande. Mi juillet, la démission spectaculaire du ministre congolais de la santé, Oly Ilunga, a ajouté à la confusion.

Une fois de plus, les populations sont prises en otages de guerres qui les dépassent. Guerre des hommes d'abord : diplômé de Harvard, ancien médecin personnel d'Etienne Tshisekedi et directeur à Bruxelles des cliniques de l'Europe (Saint Michel et Sainte Elizabeth) Oly Ilunga a regagné son pays deux ans avant les élections, recruté et soutenu à l'époque par les « kabilistes ». De quoi s'attirer la méfiance de l'opposition, malgré un parcours brillant et les services rendus à la famille Tshisekedi. Compétent, déterminé, Ilunga s'est engagé à fond dans la lutte contre Ebola, se rendant sur le terrain chaque semaine et survolant les complexités de la politique locale. Mais il commit peut-être l'erreur de tenir éloigné le Dr Jean-Jacques Muyembe, 77 ans, vétéran de la lutte contre Ebola, directeur de l'IRNB (Institut national de recherche biomédicale) et spécialiste mondialement reconnu. Le président Félix Tshisekedi a tranché : sacrifiant Ilunga, il a placé le docteur Muyembe à la tête du comité national de lutte contre Ebola et l'a envoyé à Goma.

C'est la deuxième guerre, celle des vaccins, qui a entraîné la disgrâce puis la démission d'Ilunga : depuis un an, seul le vaccin produit par la société américano canadienne Merck était utilisé, avec succès mais en quantités insuffisantes. Or la firme américaine Johnson et Johnson s'est également positionnée sur le marché, désireuse de mettre en circulation son propre vaccin, à plus large spectre et qui doit être administré en deux prises, avec 56 jours d'intervalle. Un vaccin dont l'efficacité n'a encore été démontrée que sur les primates et qui a besoin, pour être validé, d'opérer sur des cohortes humaines. Or, outre ses difficultés d'utilisation, plusieurs scientifiques remettent en cause son vecteur, l'adénovirus, qui pourrait favoriser d'autres contaminations, dont le VIH.

Dénonçant le forcing opéré par la société américaine, Oly Ilunga a souligné qu'« introduire un vaccin en pleine épidémie, sans l'aval des autorités sanitaires congolaises représente une atteinte tant à l'éthique médicale qu'à la souveraineté congolaise » et il a dénoncé un « consortium opaque » et un « lobby malveillant ». Sur le terrain, l'ex ministre a été entendu. Me Omar Kavota, qui dirige les équipes de riposte de la société civile à Beni, se fait le porte parole de ses concitoyens : « ce vaccin suscite une forte résistance ; les gens disent qu'il rend stérile, qu'en fait on veut exterminer la population... Nous refusons d'être des cobayes, de permettre aux Américains de gagner des millions sur notre dos ; nous savons que, sur le marché des vaccins, il y a une grande compétition... »

Le Belge Peter Piot, ancien directeur d'ONUSIDA et aujourd'hui directeur de la London School of Tropical Medicine, associée à la recherche sur le vaccin J and J, réfute ces objections : « tout d'abord, tous les protocoles de sécurité ont été établis, mais surtout, il est fou de dire que J and J pourrait gagner ces millions avec ce vaccin. La réalité, c'est que dans ce domaine la recherche se fait pratiquement à fonds perdus : les populations africaines sont pauvres, il n'y a tout simplement pas de marché pour ces produits... C'est sur fonds propres que J and J a financé elle-même la recherche sur le vaccin Ebola ! Personne d'autre ne voulait travailler sur ce sujet et, en réalité, les deux vaccins sont complémentaires... »

A l'origine de ce deuxième vaccin, si controversé, un Belge, le Docteur Paul Stoffels, ancien du Congo, ancien du Rwanda, qui, après avoir travaillé pour la société Janssens Pharmaceutica, rachetée par J and J, a été nommé à la tête du département « recherche » de la société américaine. Durant quinze ans, le Dr Stoffels a travaillé sur les vaccins capables de neutraliser les maladies à virus, qu'il s'agisse d'Ebola, de la fièvre de Marburg ou de Lhassa, de Zika ou de l'influenza.. . Joint par téléphone, il nous explique que « c'est après les attentats du 11 septembre que les autorités américaines, prenant en compte la menace du bio terrorisme, ont demandé aux sociétés pharmaceutiques de mener des recherches sur des vaccins à large spectre, capables de neutraliser ces divers virus, 14 au total. En cas de réussite, ces vaccins

pourraient être stockés par les gouvernements occidentaux afin de protéger leurs populations ou leurs armées contre d'éventuelles menaces de guerre biologique... »

C'est donc au départ de la lutte contre Ebola que J and J a mis au point un vaccin hautement protecteur, capable d'agir à long terme et des essais cliniques ont déjà eu lieu sur des volontaires, en Ouganda, en Tanzanie, en Côte d'Ivoire. Le Dr Stoffels précise que la société met en œuvre une stratégie à long terme : « il y aura d'autres explosions de maladies à virus, et nous voudrions être capables de vacciner des populations entières, en produisant des millions de vaccins, pour créer des sortes d' « autoroutes de sécurité » et faire échec aux épidémies comme Ebola... Le Dr Muyembe, désormais placé à la tête de la lutte contre Ebola et impliqué depuis 1976, veut créer une sorte de « rideau arrière » pour stopper la propagation ».

Le Dr Stoffels assure lui aussi que l'aspect financier est secondaire : « notre recherche a coûté 700 millions de dollars en quinze ans, dont 50% payés par la société J and J... Au bénéfice de l'humanité... »

A côté de ces brillantes perspectives, que pèsent les objections des Congolais, qui refusent de servir de cobayes, même pour leur bien ?

### **Ebola, un malheur, une trahison de plus...**

Colette Braeckman – Le Soir – le 1 août 2019

Trop c'est trop. Les populations de l'Est du Congo sont recrues de violences, de mensonges et l'épidémie d'Ebola, qui a commencé voici un an continue à ronger un tissu social déjà dévasté par les exodes, les tueries, les accaparements de terres et de ressources minières, l'insécurité généralisée...

Alors qu'il essayait de faire face au fléau de manière coordonnée, le ministre de la santé a été obligé de jeter l'éponge car il s'était opposé à de puissants intérêts. Aujourd'hui, les populations n'en peuvent plus, elles n'ont plus foi en personne et dans leurs cerveaux fatigués, leurs âmes blessées, les pires hypothèses, les plus invraisemblables théories du complot trouvent un terreau fertile. Comment croire en la solidarité internationale alors que tant de fois, face aux massacres, bien plus meurtriers que l'épidémie Ebola, les Casques bleus sont arrivés trop tard ? Comment croire en la bienveillance des pays de la région qui offrent l'asile à des groupes de prédateurs ou de psychopathes comme les combattants ADF Nalu qui massacrent à l'arme blanche au nom de l'Islam ? Comment les gens de Beni, de Goma et d'ailleurs peuvent ils faire confiance à leurs propres politiciens, aux généraux de leur armée issus de tant de brassages et d'amnisties ? Tous mènent leur politique en fonction de leurs intérêts, nouent et dénouent les alliances, se font construire des hôtels de luxe, appuient des projets pétroliers qui ruineront l'environnement et appauvriront les cultivateurs locaux... Tous parlent de justice, mais cultivent l'impunité... Dans cette région si belle qu'elle a des allures de paradis, les gens vivent l'enfer au quotidien et l'épidémie Ebola n'est qu'une autre de leurs infinies souffrances...

Si au moins ceux qui assurent vouloir soutenir les victimes du fléau pouvaient ne pas ajouter à la confusion sinon au mensonge ! On se serait bien passé du changement d'attelage à la tête du ministère de la Santé comme de la réorientation de la riposte à Ebola, passée entre d'autres mains : est-il bien raisonnable de bifurquer au milieu du gué et d'alimenter une nouvelle vague de soupçons ? De même, la polémique à propos des deux vaccins rivaux, qui mine davantage encore la confiance, paraît obscène : de toutes façon, ils sont expérimentaux et en nombre insuffisant ! Comment les gens de Beni ou de Goma pourraient ils croire que la rivalité entre deux sociétés américaines soit inspirée par le seul intérêt des populations ou le souci désintéressé de protéger le genre humain d'une éventuelle guerre biologique ? Si tel était le cas, on se battrait aussi pour découvrir et imposer de nouveaux traitements afin de guérir ceux qui sont déjà atteints, au lieu de les laisser se vider de leur sang ...Cobayes malgré eux, victimes d'intérêts masqués, si souvent trahis par leurs propres élites, les Congolais du Kivu sont aux avant postes d'un monde qui semble s'avancer vers la guerre et le désordre. De tristes précurseurs...

### **Dans l'Est du Congo, la violence a fait plus de morts qu'Ebola**

Colette Braeckman – Le Soir – le 2 août 2019

Ce message nous est adressé depuis un bateau qui fait la navette entre Goma et Bukavu : « tous les bateaux sont empêchés d'accoster dans la capitale du Sud Kivu à cause d'un cas suspect d'Ebola. Le temps passé dans ce bateau surchargé nous indigné car durant ce temps,

la personne infectée est en contact avec d'autres passagers. Des vies humaines sont en danger. Un peu d'humanisme par pitié... » Un autre message précise : « nous sommes au port avec toutes les autorités, dont la mairie, la GDM (migrations) la Monusco, l'OMS, l'hygiène, la santé, tous les services spécialisés. Je comprends que cette épidémie est vraiment l'affaire de tous... »

Depuis que le 17 juillet, un pasteur de 49 ans venu de Butembo et originaire de Bukavu est mort dans un centre de santé de Goma après avoir tenté de dissimuler son état de santé et son identité, la panique a gagné la capitale du Nord Kivu, où une deuxième victime est décédée ce mercredi tandis que les pays voisins, le Rwanda et l'Ouganda, sont en état d'alerte. Chaque mois en effet, plus de 100.000 personnes traversent la frontière tandis que chaque jour des vols relient Goma à Kinshasa et de là au reste du monde.

Le 1er août, il y aura exactement un an que le premier cas de fièvre hémorragique a été détecté à Beni et après avoir par trois fois minimisé le phénomène, l'Organisation Mondiale de la Santé a enfin décrété une situation d'urgence de portée internationale. Le premier objectif de cette déclaration est de mobiliser davantage de fonds et déjà, 300 millions de dollars ont été débloqués plus 100 millions de dollars provenant de

Le deuxième effet de cette mobilisation est de confier la responsabilité finale de la lutte contre le fléau à des instances internationales, dépossédant ainsi de leurs prérogatives les autorités sanitaires congolaises, dont le Ministère de la Santé.

A Beni, où il dirige les équipes de volontaires chargées de la riposte à Ebola, Me Omar Kavota ne cache pas son inquiétude : « alors que le Congo a déjà connu neuf occurrences d'Ebola et réussi à les maîtriser, cette fois la situation est différente : l'épidémie s'est déclarée dans une région en guerre, infestée de groupes armés qui compliquent le travail et rendent la situation difficile. Au sein de la population, la colère le dispute à la méfiance : les gens relèvent que les massacres de civils n'ont suscité que l'indifférence. A Beni, les élections ont été retardées de trois mois à cause de l'insécurité et accessoirement, d'Ebola. Mais qui s'en est soucié ? La violence a fait bien plus de morts que l'épidémie, mais rien n'a été fait pour maîtriser les groupes armés... Par contre, Ebola provoque aujourd'hui le débarquement de gens que nous ne connaissons pas, disposant de gros moyens, et la méfiance est généralisée... La démission du ministre de la Santé, qui venait de Kinshasa chaque semaine pour suivre la riposte, n'a fait qu'accentuer la méfiance... »

Le Dr. P, un médecin de la place, abonde dans ce sens : « la violence des groupes armés a fait plus de 30.000 morts, bien plus que les 1756 victimes d'Ebola, et personne n'a réagi. En fait, les gens pensent qu'on veut les exterminer et ils se méfient de tout le monde... » Aussi bien le médecin que l'avocat reconnaissent que « seule une approche multi sectorielle pourrait vaincre les résistances au sein de la population. Il faudrait que tout le monde travaille ensemble, mais on en est loin... Dans les cas où, ensemble, les leaders religieux et politiques, le personnel soignant se faisaient vacciner en public, ils réussissaient à vaincre la méfiance de la population, mais ce n'est pas arrivé souvent. » Pour les équipes chargées de la riposte, la tâche est ingrate, et dangereuse : des voitures ont été caillassées, un épidémiologiste camerounais qui accompagnait une équipe a été tué, des centres de santé incendiés. Le délabrement général du système congolais, en particulier dans ce Nord Kivu en guerre, aggrave les problèmes : les derniers chiffres de l'OMB établissent que 30% des infections sont d'origine nosocomiales ! Autrement dit, c'est dans les centres de santé, les institutions hospitalières que les risques d'infection sont les plus élevés ! Me Kavota ajoute : « les gens fréquentent aussi les centres privés, tenus par des religieux de toutes obédiences ou par des personnes désireuses de faire de l'argent mais ignorant les règles de base. »

Et de rappeler que le pasteur, décédé à Goma, avait, avant de quitter Beni, pratiqué l'imposition des mains au nom du Christ

### **Nathalie Roberts, chef de mission MSF à Goma: il ne faut pas mettre le Congo en quarantaine**

Colette Braeckman – Le Soir – le 2 août 2019

Comment la population de Goma réagit-elle à l'apparition de nouveaux cas d'Ebola ? Une troisième victime, fille du premier cas décelé, vient de mourir...

C'est le deuxième cas qui est des plus inquiétants : la victime est un orpailleur de Mongwalu (une zone minière dans l'Ituri) qui s'était rendu à Butembo. De là, il s'est rendu à Goma en bus, ce qui lui a pris deux jours. Il a séjourné à Goma durant dix jours avant que la maladie soit détectée et durant tout ce temps, il a évidemment été en contact avec beaucoup de

monde. Il faut donc retrouver tous ces gens et les vacciner d'urgence, ce qui ne sera pas simple.

Pourquoi les gens semblent-ils avoir des réticences à se rendre directement dans les centres de traitement Ebola (CTE) ?

Tout simplement parce qu'au début, ils ne savent pas de quoi ils souffrent : les premiers symptômes, ce sont des poussées de fièvre, ce qui n'est pas rare ici. A ce moment, croyant qu'ils font une crise de paludisme, les gens se rendent dans les petites pharmacies de quartier, ou chez les tradi praticiens, les guérisseurs, moins chers et plus nombreux que les médecins formés à l'occidentale. S'il sont contracté Ebola, les remèdes habituels ne servent à rien, et les patients ignorent qu'ils sont hautement contagieux. Lorsqu'ils finissent par se rendre dans un traitement Ebola, ils ont généralement attendu trop longtemps et peuvent mourir en quelques heures. D'où la mauvaise réputation de ces centres, les gens disent que c'est là que l'on meurt...

Un an après son apparition, non seulement l'épidémie n'est pas maîtrisée mais elle s'étend.

#### Comment les gens jugent-ils les vaccins ?

Depuis le début, la population réserve un bon accueil aux vaccins, tout le monde en veut et on se demande pourquoi certains sont vaccinés et d'autres pas. En fait, on vaccine d'abord les sujets à risque, comme le personnel de santé. Viennent ensuite les contacts des personnes contaminées et les contacts des contacts. C'est ce que l'on appelle la « vaccination en anneau », mais elle a des limites : il n'y a tout simplement pas assez de vaccins pour tout le monde et donc les gens protestent : « pourquoi mon voisin et pas moi ? »

Il y a aussi des malentendus tragiques : le vaccin, c'est une prévention, pas un traitement. Si on vaccine quelqu'un qui a été en contact avec une personne infectée, il a peut-être déjà été contaminé. Dans ce cas, le vaccin ne l'empêchera pas de tomber malade, voire de mourir. Ce qui fera mauvaise impression et nourrira les rumeurs anti vaccin...

Pour moi, et c'est la position défendue par MSF, il faut vacciner le plus de monde possible.

#### Disposez-vous de vaccins en nombre suffisant ?

Il y a un problème : le vaccin Merck est utilisé, mais ignore combien de doses sont disponibles, elles arrivent au compte goutte, parfois par lots de mille vaccins, alors qu'il en faudrait beaucoup plus. On nous a dit que 300.000 doses, sinon plus, avaient été produites en urgence, mais nous, on ne sait pas où elles sont. En tous cas elles ne sont pas au Congo. Il arrive qu'on doive arrêter la vaccination, car on est à court.

Pour disposer de plus de vaccins, on dilue les doses. La FDA (Food and Drug Administration) des Etats Unis a donné le feu vert, assurant que le vaccin produit pour le Congo était deux fois plus fort que celui qui avait été utilisé en Afrique de l'Ouest et que, par conséquent, on pouvait diviser les doses par deux. De son côté, Merck assure qu'on peut diviser les doses par cinq, voire par dix. Mais dans ce cas, quel est le degré et la durée de la protection ? En fait, on n'en sait rien car il faut se souvenir que, malgré ses bons résultats, ce vaccin là aussi demeure expérimental : les doses réduites ont été testées sur des singes, mais pas sur des humains. Nous, on se pose des questions : qu'en est-il des gens vaccinés voici un an ? Faut-il refaire l'opération, le vaccin est-il toujours valable ?

#### Un deuxième vaccin est proposé par Johnson et Johnson. Approuvez-vous son utilisation ?

Il n'est pas le même que le vaccin produit par Merck : son usage est plus compliqué, il doit se faire en deux fois, avec 56 jours d'intervalle, mais la deuxième dose augmente la protection. Johnson et Johnson assure que 1,5 million de doses sont disponibles pour la population, mais même si c'est beaucoup, ce n'est pas suffisant à l'échelle du pays.. J and J assure avoir déjà vacciné 6 millions de personnes, dans d'autres pays, mais ce n'était pas pendant que sévissait l'épidémie, donc sur ce point là non plus on ne sait rien...Pour avoir la réponse, il faut procéder à la vaccination. Donc la position de MSF est la suivante : on sait que le premier vaccin existe et qu'il n'est pas dangereux, donc il faut l'administrer à un maximum de personnes. Mais il n'est pas suffisant, donc il faut pouvoir administrer le deuxième vaccin, celui de J and J , à tous ceux qui le demandent. Ainsi que le dit Isabelle Defourny, directrice des opérations de MSF, « actuellement le nombre de personnes vaccinées demeure trop faible pour limiter la propagation de l'épidémie et les équipes rencontrent des difficultés à acheminer les vaccins depuis Kinshasa, car ils doivent être conservés à une température de moins 60 degrés. »

### En plus des vaccins, qui sont préventifs, des traitements existent-ils ?

On a progressé, entre autres au niveau des soins. Si on arrive très tôt, le malade a une chance de s'en sortir. Mais dans la plupart des cas, il se présente trop tard et s'est soigné pour autre chose. De toutes façons, les médicaments utilisés le sont encore à titre expérimental. Quatre médicaments sont actuellement utilisés, il en faudrait des stocks importants à Goma...

### Comment expliquez vous la méfiance à l'égard des centres Ebola ?

Le paradoxe, c'est que les gens se rendent dans les centres de santé où ils ont l'habitude d'aller mais ces centres sont sous équipés, manquent de personnel et de médicaments et en outre, ils sont payants. Lorsque les gens arrivent dans un centre Ebola, ils sont d'abord isolés, durant deux ou trois jours, avant d'être éventuellement soignés. Durant ce temps de quarantaine, ils peuvent mourir d'autre chose, d'où la méfiance : les malades se plaignent d'être stigmatisés, abandonnés, privés de soins...

### Le Congo, ou en tous cas le Nord Kivu, risque-t-il d'être mis en quarantaine ?

Le Rwanda a déjà fermé sa frontière.. Une quarantaine, ce serait la pire des choses...En Afrique de l'Ouest les frontières avaient été fermées, mais ce n'était pas une bonne idée...Il ne faut pas isoler le Congo, il faut l'aider, beaucoup plus...

## **La méfiance est la meilleure alliée d'Ebola**

Colette Braeckman – Le Soir – le 2 août 2019

Désormais député national à Kinshasa, le Docteur Bathe Nzoloko, jusqu'aux élections de décembre dernier, dirigeait à Butembo les équipes chargées de la riposte à Ebola. Aujourd'hui, il se demande, malgré les efforts déployés depuis un an, ce qui n'a pas bien fonctionné. Pourquoi, partie initialement de Beni, l'épidémie a gagné Butembo, puis Goma où elle a enfin été qualifiée d' « urgence sanitaire internationale » par l'Organisation Mondiale de la santé qui a mobilisé 330 millions de dollars tandis que la Banque mondiale a promis de verser 100 millions de dollars pour développer les opérations.

« Dès le début, nous avons tout fait pour construire la confiance », explique le nouveau député. « Nos équipes sont allées sur le terrain, et elles s'exprimaient en swahili pour être comprises de tous, nous avons avec nous des anthropologues, des prêtres, des pasteurs. Certains de ces religieux acceptaient de se faire vacciner en public, pour rassurer les gens, donner l'exemple. On croyait qu'on allait y arriver : les gens allaient dans les centres, demandaient le vaccin. C'était positif... »

Un an après le début de l'épidémie, le médecin est cependant obligé de conclure à l'échec relatif : le fléau n'a pas été endigué, il se propage dans des villes très peuplées comme Goma, et la confiance, si difficilement construite, ne s'effrite chaque jour davantage. Que s'est il donc passé ?

Pour le Docteur Nzoloko, « d'autres acteurs ont commencé à envoyer des signaux très négatifs. A mesure que les groupes armés qui sévissent dans l'Ituri et au Nord Kivu multipliaient les attaques, des messages passaient, disant : « dans les villages on vous égorge, et là, la communauté internationale, Monusco en tête, ne bouge pas. C'est l'indifférence... » Lorsque des Blancs sont arrivés à Butembo, avec des véhicules tout terrain, des avions, des casques de protection, des gilets pare balles, les gens ont commencé à les conspuer : « on nous tue et vous ne faites rien. Si vous voulez nous protéger contre Ebola, vous devez aussi nous protéger contre les tueries... »

Dans notre région la méfiance est devenue terrible. Il faut dire aussi que les expatriés qui débarquaient, ainsi que les missions envoyées par Kinshasa ont commis des erreurs. Chez nous, il faut respecter la hiérarchie de la société, rendre visite aux autorités locales, demander leur appui, ce qui n'a pas été fait suffisamment. Soumis à une propagande négative, les gens ont commencé à se méfier, ils se sont sentis laissés pour compte car les nouveaux venus négligeaient de se rendre dans les villages, de travailler à la base. Des erreurs ont été commises et les dysfonctionnements doivent être identifiés... »

Prenant le relais des propos du député, Esther, qui a fondé une organisation de soutien aux femmes, Lamuka, poursuit : « en fait, la population est fatiguée , la guerre dure depuis trop longtemps, la population se méfie de tout le monde...Les Nande (population de Beni et Butembo) ont le sentiment que leur région est convoitée, que leurs communautés sont marginalisées. Ils craignent la balkanisation du pays, certains croient qu'on veut éliminer les Congolais de souche pour faire venir des étrangers... Dans ce contexte, les gens refusent de se

rendre à l'hôpital ou dans les centres de santé car ils assurent que c'est là qu'on est contaminé, là que l'on meurt.

En outre, les gens racontent qu'une infirmière gagne 60 dollars par mois mais que si elle rejoint les équipes de la riposte à Ebola, elle gagnera tout de suite 260 dollars, ce qui fait des jaloux... Tout le monde parle désormais de l' « Ebola business » et chacun croit qu'avec cet argent, on aurait pu défaire les groupes de rebelles qui font bien plus de victimes... »

La méfiance est le principal frein à la lutte contre Ebola et des événements récents, comme les élections organisées avec trois mois de retard, la démission du Ministre de la Santé, les dissensions au sommet de l'Etat ou l'introduction d'un nouveau vaccin approfondissent le fossé entre la population et ses dirigeants. Pire encore : entre la population de Beni et Butembo et le reste du monde, c'est un gouffre qui se creuse.

### **L'ONG de George Clooney accuse le clan Kabila**

La Libre Afrique – le 05.08.1

Tentatives d'un réseau secret international de saisir un quart du secteur bancaire congolais. Le rapport de The Sentry, l'ONG coprésidée par l'acteur George Clooney, met à jour les activités d'une banque d'investissement liée à l'ancien président Joseph Kabila.

Une enquête menée par The Sentry (qui a déjà révélé les relations entre le clan Kabila et certains groupes terroristes internationaux) révèle que des membres de la famille de l'ancien président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, et ses proches ont cherché à saisir des parts dans trois banques différentes qui ensemble correspondaient à plus d'un quart du secteur bancaire congolais de cinq milliards de dollars.

Le rapport d'enquête, publié en mai en anglais et dont la traduction française paraît ce lundi 5 août, détaille les activités de Kwanza Capital, une banque d'investissement contrôlée par le frère de l'ancien président, Francis Selemani Mtwale, dans le plus grand secret. L'enquête a établi l'existence d'un réseau d'hommes d'affaires et d'entreprises liés à Kwanza Capital, y compris un financier helvético-angolais, un conglomérat chinois et un avocat qui était alors membre du conseil d'administration et qui dirigeait le bureau France du cabinet d'avocats international Orrick.

Plus de 100 millions de dollars ont été brassés dans des comptes ouverts par Kwanza Capital auprès d'une banque liée à la famille de Joseph Kabila.

Des dossiers financiers consultés par The Sentry comportent plusieurs indicateurs de blanchiment d'argent et que certaines entreprises auraient pu recevoir des millions de dollars de fonds détournés.

Le rapport s'inscrit dans une série d'exposés sur les activités potentiellement illicites de chefs corrompus et violents en Afrique centrale et de l'est. L'enquête a été menée par The Sentry, un organisme d'enquête fondé par George Clooney et John Prendergast.

« Dans le cadre de nos efforts pour suivre les cours du blanchiment d'argent, notre enquête révèle comment l'ancien président Joseph Kabila et sa famille ont tenté d'infiltrer dans le système bancaire congolais par le biais de Kwanza Capital. Ces manœuvres leur auraient permis de faire main basse sur plusieurs millions de dollars. Notre enquête expose également les acteurs commerciaux internationaux qui ont cherché à en tirer profit », explique en note l'acteur George Clooney, cofondateur The Sentry

« Kwanza Capital a fait fi des règles du secteur bancaire et financier congolais sans rencontrer de résistance réelle de la part des autorités responsables d'empêcher de tels abus. En outre, certaines de ces autorités semblent avoir tiré profit des opérations de Kwanza Capital. Bien plus qu'une simple affaire congolaise, des acteurs commerciaux internationaux ont cherché à profiter d'un cadre légal faible et d'une corruption endémique », explique John Dell'Osso, enquêteur principal The Sentry.

« La situation devient très préoccupante lorsque les intérêts personnels des responsables politiques congolais, des régulateurs et des entreprises internationales s'alignent aussi facilement, comme c'est le cas avec Kwanza Capital. Les activités de Kwanza Capital démontrent le peu d'intérêt qu'ont les kleptocrates congolais pour l'assainissement et la transparence dans le système bancaire. Les régulateurs internationaux et les banques devraient examiner en urgence ces activités et d'autres cas possibles impliquant du blanchiment d'argent », commente John Prendergast, cofondateur The Sentry et directeur fondateur de l'Enough Project.

[Les recommandations de The Sentry](#)

Mesures contre le blanchiment des capitaux. Le Trésor américain et les cellules européennes de renseignement financier devraient examiner les relations bancaires décrites dans ce rapport et avertir les banques et d'autres institutions concernées par ce dossier. Ces entités doivent surtout considérer s'il faut souligner les actions précédentes du groupe BGFIBank — dont l'ampleur fait l'objet d'une grande partie de ce dossier — ainsi que les risques de blanchiment de capitaux au sein du secteur bancaire congolais.

Des sanctions ciblées. Les États-Unis et l'Union européenne devraient passer en revue les membres du réseau de l'ex-président Kabila ainsi que les autres personnes impliquées dans les transactions décrites dans ce rapport, et envisager l'application de nouvelles sanctions ciblées conformément aux régimes de sanctions actuels.

Les banques doivent s'investir dans cette lutte. Les institutions financières internationales, y compris aux États-Unis, doivent prendre des mesures pour mieux vérifier les transactions impliquant des entreprises ou des personnes politiquement exposées de nationalité congolaise, ou des personnes fondé de pouvoir. The Sentry propose à ces institutions d'effectuer un suivi si elles ont traité des transactions liées aux individus ou aux autres acteurs identifiés dans le présent rapport. Dans tous les cas possibles, ces institutions doivent souligner l'importance d'une diligence raisonnée améliorée de la part de leurs homologues congolais.

#### Message au gouvernement congolais

The Sentry propose au gouvernement congolais et à ses partenaires de mener des réformes. Le gouvernement actuel doit enquêter sur toute malversation éventuelle de la Banque centrale du Congo et des entreprises nationales, imposer une déclaration publique des biens des fonctionnaires publics et améliorer la transparence en utilisant un registre commercial intégral auquel le public aurait accès.

The Sentry propose également au gouvernement américain d'encourager le gouvernement congolais à saisir le Fonds monétaire international (FMI) pour relancer la facilité élargie de crédit en RDC afin d'améliorer la transparence financière.

### **Vital Kamerhe sous le feu des critiques pour son rôle au sein de l'État**

RFI - le 05-08-2019

Cela fait huit mois depuis que le président Félix Tshisekedi a accédé au pouvoir en RDC, huit mois qu'on attend un gouvernement. Et c'est en attendant, au cabinet du président de la République qu'il revient de jouer le rôle du gouvernement, ce qui n'est pas du goût de beaucoup. Des flèches sont décochées en direction du directeur de cabinet, Vital Kamerhe. Sur les réseaux sociaux et dans certains journaux de la place, le directeur de cabinet du chef de l'État fait l'objet des vives critiques au sujet du rôle qu'il jouerait dans le fonctionnement de l'État.

Les détracteurs de Vital Kamerhe se recrutent aussi bien dans le camp de l'opposition Lamuka que dans le FCC et parmi ses alliés de l'UDPS. Ils ne veulent louper aucune occasion pour descendre le directeur de cabinet du chef de l'État.

Sur les réseaux sociaux et dans certains journaux, Vital Kamerhe est présenté comme une personnalité encombrante qui a de l'ascendance sur le président Félix Tshisekedi. Pour ces mêmes détracteurs, il est urgent pour le président de s'en débarrasser en lui octroyant un poste dans le gouvernement qui est en gestation.

#### Un partenaire politique important

« Je ne m'inscris pas dans cette logique », réagit avec fermeté Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS. Pour ce dernier, Vital Kamerhe n'est pas membre de l'UDPS, il a un parti politique : l'UNC qui « s'est joint à nous pour la conquête du pouvoir », affirme Augustin Kabuya. Il s'agit donc d'un allié important qui ne peut être traité comme un appendice de l'UDPS, à en croire le secrétaire général du parti.

Aussi, selon nos sources, il y a une dizaine de jours, Félix Tshisekedi, lui-même, a rappelé fermement à l'ensemble du personnel de la présidence de la République, la place importante qu'occupe Vital Kamerhe en tant que partenaire politique.

### **Les Fardc ont tué 16 personnes à Rutshuru depuis mars 2019**

Esther N'sapu, correspondante dans l'Est de la RDC – La Libre – le 06 août 2019



Le Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale « CODHAS » en sigle, est préoccupé de l'usage excessif des armes et minutions de guerre par certains éléments des Forces Armées de la République démocratique du Congo dans certains villages à Rutshuru.

Le territoire de Rutshuru est situé à environ une soixantaine de kilomètres de la ville de Goma au Nord-Kivu (RDC).

Cette organisation de défense des droits de l'homme, accuse les Force armées de la République démocratique du Congo (FARDC) d'avoir tué 16 personnes et blessé 19 autres par balle entre le 29 mars et 1 juillet 2019 à Rutshuru. Les villages plus touchés par ces violences sont Bugina, Rugari, Kanombe, Kibirizi, Rugare, Kiondo, Kabaya, Burayi et la cité de Kiwanja. D'après Hervé Nsabimana, coordonateur de cette organisation, parmi les victimes on note un écolier tué par balle dans la cité de Kiwanja lors d'une manifestation de la population de cette cité qui réclamaient plus de sécurité. Selon lui, certains militaires présumés auteurs de ces actes ont été brièvement interpellés mais malheureusement relâchés quelques heures plus tard.

« Ne pas sanctionner les auteurs qui font un usage abusif des armes contre les civils sème évidemment le doute dans la population vis à vis-à-vis de la justice militaire. Ce qui est très préjudiciable surtout dans une zone opérationnelle où la collaboration est nécessaire pour la réussite des opérations contre les groupes armés », a-t-il dit.

Dans un communiqué rendu public, le CODHAS s'est dit préoccupé du fait que « certains éléments du maintien de l'ordre tirent à bout portant sur des civiles. Ceci constitue une violation grave de la convention de Genève qui consacre la protection des civils dans le conflit armé ainsi que le code pénal congolais » .

Le CODHAS exige qu'une commission d'enquête soit mise sur pied par la justice militaire pour établir les responsabilités directes des auteurs, issus des Fardc et de la PNC, de ces violations graves des droits humains pour que des sanctions exemplaires soient prises à leur égard. »

### **Mines : La RD Congo à la croisée des chemins (Analyse)**

Le Point - le 06.08.2019,

Faut-il s'attendre à une accélération des transformations dans le secteur minier en RD Congo ? Alors que le pays se dote, six mois après la prise de fonction du président élu Félix Tshisekedi, d'un nouveau gouvernement, le moindre mouvement dans le secteur stratégique des mines va désormais être scruté de près, de Toronto à Pékin en passant par Berne ou Kinshasa.

L'incertitude plane surtout à propos de l'entrée en vigueur de diverses dispositions du Code minier révisé, promulgué en mars 2018 sous la présidence de Joseph Kabila.

#### Enjeux du code révisé

Revoir la fiscalité minière est une étape clé pour le développement économique de la RD Congo. Le pays a beau être assis sur un trésor minéral aussi divers qu'abondant (cuivre, cobalt, zinc, or, lithium, manganèse, terres rares, etc.), le budget de l'État (5,5 milliards de dollars en 2019) reste bien maigre pour ce vaste morceau d'Afrique centrale qui abrite plus de 80 millions d'habitants. Alors que ces derniers ne ressentent guère les bénéfices de la richesse de leur sous-sol, le Code minier de 2018 enjoint également les miniers de reverser 0,3 % de leur chiffre d'affaires à un fonds de développement communautaire, et institue un autre fonds pour les générations futures (Fomi).

Le texte, « s'il est appliqué, pourrait signifier un grand pas en avant pour renforcer la souveraineté de l'État dans le domaine minier », estime Denis Tougas, spécialiste des questions minières en RD Congo et rattaché à Above Ground, une organisation qui analyse l'activité des entreprises canadiennes à l'étranger.

#### Rompre avec un Code minier très attractif pour les investisseurs

Signe des divergences entre le secteur privé et l'État, le processus de révision du Code minier a duré six ans. Il renvoie à un dilemme que résume bien l'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI) : « Trop élevée, [la fiscalité minière] pourrait décourager les investisseurs [...]. Trop laxiste, elle priverait les Congolais de recettes publiques essentielles pour le développement du pays. » Le précédent code minier, adopté à la fin de la deuxième guerre du Congo en 2002, relevait de la seconde catégorie : très (trop) généreux envers les entreprises minières. C'était d'ailleurs son but initial.

À cette période, il est l'aboutissement de réformes du secteur minier qui concernent plusieurs pays africains dans le contexte des politiques néo-libérales de la fin des années 80. « Alors que de nombreux gouvernements africains dépendent de façon croissante des prêts des institutions financières internationales, la Banque mondiale inscrit la reprise du secteur minier dans une stratégie de désendettement. Les codes miniers imposés à ces pays sont assez similaires, avec en ligne de mire la privatisation des entreprises minières, aux mains de l'État dans la plupart des cas. Cette libéralisation du secteur, censée attirer les investissements, commence en 1995 au Zaïre, l'ex-RD Congo », relate le chercheur Denis Tougas.

#### Une première mouture retoquée

À partir de 2002, le nombre de compagnies minières étrangères opérant en RD Congo explose, passant de 35 à « 482 sociétés détentrices de droit minier et de carrière au 31 décembre 2016 », relève l'historien et enquêteur Raf Custers dans un article intitulé « Congo : les multinationales en inlassable opposition ». En 2015, le pays prend aussi la tête de la production africaine de cuivre et de la production mondiale de cobalt – minerai dont il possède la moitié des réserves mondiales.

Ce sont encore les prémices de l'ascension vertigineuse des prix du cobalt (ils culmineront à 92 250 dollars la tonne en avril 2018) emmenée par la demande de batteries rechargeables pour les véhicules électriques ou les téléphones..., mais cela reste une fenêtre d'opportunité pour l'État. « Lorsqu'une esquisse du nouveau code minier a été soumise au Parlement en mars 2015, les entreprises minières ont freiné le projet, invoquant la chute des cours des matières premières. Mais aujourd'hui que la crise s'estompe, l'industrie minière se restructure au niveau international, avec d'importantes fusions entre grandes multinationales, en vue de la reprise. En RDC, deux transactions majeures sont à souligner : dans le secteur de l'or, la canadienne Barrick Gold fusionne avec la sud-africaine Randgold Resources et pour le cuivre et le Cobalt, le fonds sino-américain BHR Newwood DRC est racheté par China Molybdenum », souligne encore Denis Tougas.

#### L'épreuve de force

Pourtant, les entreprises butent encore sur la fin du régime de conventions minières qui offrait d'importantes exonérations, et, surtout, sur la clause de stabilité. Grâce à cette dernière, « les miniers peuvent emprunter auprès des banques et rassurer les banquiers que rien ne mettra en péril le financement obtenu pendant un temps donné », expliquait un expert dans nos colonnes. Or, elle est ramenée de 10 ans à 5 ans dans le nouveau code minier. Le bras de fer avec l'État congolais se poursuit donc. Le 7 mars 2018, deux jours avant la promulgation du code, un groupe de miniers tente de faire fléchir le président Kabila. Ils représentent les plus grosses entreprises de la place : Glencore, China Molybdenum-TFM, MMG/China Minmetals, Ivanhoe Mines, Zijin, Randgold et AngloGold Ashanti. Rien n'y fait. Tout au plus obtiennent-ils du ministre des Mines Martin Kabwelulu une promesse de « négociation au cas par cas ». « Les multinationales ne sont pas restées bras croisés.

Elles se sont réunies, elles ont décidé de faire front commun, certaines ont quitté la Fédération des entrepreneurs du Congo (FEC) en reprochant au président Albert Yuma, PDG de Gécamines, de ne pas les avoir défendues, mais elles ont surtout mis en place le Mining Promotion Initiative, une organisation de lobbying, en vue de concerter leur action », résume le spécialiste du secteur minier congolais. Avant qu'il ne prenne la tête de Barrick, issu de la méga-fusion entre Barrick Gold et Randgold, le Sud-Africain Mark Bristow se disait même prêt à s'en remettre à un arbitrage international faute de discussions sur la révision « irréfléchie » du code minier. Il invoquait encore une industrie minière « constamment paralysée par les modifications de la législation fiscale » en RD Congo. Ou pointait, à l'instar du patron d'Ivanhoe Mining dans Jeune Afrique, les lacunes de l'État en matière de redistribution de la richesse issue des ressources minérales : « Nous serions ravis de payer plus si nous étions sûrs que cela profite aux communautés et à la région où nous travaillons », raillait-il. Pour rappel, l'ONG britannique Global Witness avait qualifié le secteur minier congolais de « distributeur automatique de billets » pour le régime de Joseph Kabila.

Début avril, lors de la visite officielle de Félix Tshisekedi à Washington, le ton semble redescendu d'un cran face au président exécutif du conseil d'administration de Barrick Gold Corporation, John Thornton. Les deux hommes s'en sont tenus à un communiqué poli sur leur partenariat dans l'industrie aurifère. « Il est aussi possible d'arrondir ce qui peut être arrondi dans les mesures d'application des différentes modifications du Code minier de 2018 », a

explicité le 10 juillet dernier Michel Eboma, conseiller principal du chef de l'État au collège Mines et Énergie, lors de la 3e édition de l'Alternative Mining Indaba (AMI) à Kinshasa. Et d'inviter à travailler « dans un esprit win-win ». Des déclarations qui ne manquent pas d'interroger, à l'instar de ce journaliste de Mediacongo : « En vertu de la politique d'attraction d'investisseurs, ne sera-t-il pas demandé à Fatshi de carrément diluer le nouveau Code minier ou de revenir sur l'ancien ? »

**« Les investissements dans l'agriculture africaine ne doivent pas profiter qu'aux multinationales »**

Szymon Jagiello – Le Monde – le 06 août 2019

Pour notre chroniqueur, il faut « changer certaines règles » dans l'octroi des fonds européens destinés à augmenter les rendements, afin qu'ils bénéficient aussi aux producteurs locaux. Chronique. Nourrir la planète... Si les démographes ne s'accordent pas tous sur les projections en matière de population mondiale, tous dessinent une courbe ascendante qui nécessitera un développement rapide des ressources agricoles. Or c'est en Afrique que se trouvent 60 % des terres arables et donc là qu'il va falloir augmenter les rendements ou les zones cultivées. Difficile d'imaginer la seconde option à l'heure où le dérèglement climatique assèche des zones entières... Reste donc la première, d'autant que la marge de progression est bien réelle si l'on se réfère aux dernières statistiques. En effet, bien qu'en Afrique 65 % de la population active travaille dans l'agriculture, le secteur ne contribue que pour 36 % au PIB global des 54 pays. Preuve que quelque chose ne tourne pas rond dans cette économie... En fait, il y a même plusieurs problèmes. D'abord, si l'on en croit les derniers travaux du cabinet de conseil BearingPoint, les lacunes des réseaux de commercialisation des denrées agricoles causent la perte de plus de la moitié des récoltes. D'autre part, en Afrique comme ailleurs, l'agriculture est devenue un monde vieux, avec tout ce que cela induit. Selon un rapport de juin 2019 du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA, à Bruxelles) sur la numérisation de l'agriculture africaine, « l'âge moyen d'un agriculteur africain est actuellement de 60 ans ». Rien à voir, donc, avec l'âge médian de ce continent où plus de 60 % de la population a moins de 24 ans, selon les chiffres avancés par l'African Institute for Development Policy (Afidep, à Nairobi).

Attirer la jeunesse

Dans un travail sur les aspirations de la jeunesse rurale africaine, Abraham Sarfo, expert auprès du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), explique que l'agriculture est encore « largement traditionnelle, de subsistance et soumise aux conditions météorologiques ». Elle n'a pas fait sa révolution, alors qu'il faudrait qu'à l'horizon 2030 elle se métamorphose en une industrie qui pèserait plus d'un billion de dollars, selon les estimations de la Banque mondiale. Soit trois fois plus que les revenus qu'elle permet qu'aujourd'hui. Selon certaines recommandations publiées en mars par la Task Force pour l'Afrique rurale (un groupe composé d'experts européens et africains, créé par la Commission européenne en 2018), « le développement d'une approche territoriale », avec des investissements ciblés notamment sur les infrastructures et l'amélioration de l'accès aux services de base dans les zones rurales, « reste la voie à suivre ».

D'ailleurs, les dirigeants européens se sont engagés à financer partiellement des producteurs locaux via des fonds publics-privés promis dans le cadre de la nouvelle Alliance Afrique-Europe. Ce qui pourrait permettre d'attirer des jeunes et de créer un cercle de projets et d'innovations, en lieu et place du statu quo à l'ancienne, qui n'incite pas la jeunesse à rester alors que des millions d'emplois pourraient se libérer dans ce secteur dans les années à venir.

Créer 10 millions d'emplois

Cela fonctionnerait, à condition toutefois de changer certaines règles dans l'octroi des fonds. Jusqu'à présent, en effet, les nombreux financements dans l'agriculture en Afrique ont le plus souvent profité aux entreprises internationales, au détriment des compagnies locales. Car, comme le soulignent Jean-Luc Buchalet et Christophe Prat dans leur livre intitulé Le futur de l'Europe se joue en Afrique (éd. Eyrolles, 2019), « les donateurs se focalisent avant tout sur le volume de l'aide, plutôt que sur son efficacité, et sur le retour sur investissement en favorisant leurs multinationales. »

Une dynamique malheureuse encore remarquée récemment avec la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la malnutrition (Nasan), laquelle s'est attiré de vives critiques pour avoir encouragé « la promotion de grandes industries alimentaires, au détriment des modèles agricoles locaux et de sécurité alimentaire », pointe la chercheuse Esther Schneider dans une analyse publiée en avril par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS, à Paris).

A l'heure où les accords de Cotonou entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique sont en train d'être renégociés, les nouveaux dirigeants européens devraient sans doute réfléchir à deux fois à la manière dont ils octroient leurs aides, afin que leurs investissements rendent l'agriculture africaine plus intéressante aux yeux des jeunes en quête de travail et contribuent à la création effective des 10 millions d'emplois promis par Bruxelles dans les cinq prochaines années.

### **RDC et Rwanda renforcent leur coopération dans la lutte contre Ebola**

RFI - le 07-08-2019

Une réunion conjointe s'est tenue à Gisenyi, ce mardi 6 août, entre le ministère de Santé de la RDC et du Rwanda. Les ministères de ces deux pays voisins viennent de s'accorder pour le renforcement de coopération dans le domaine de santé dans l'objectif de lutter contre la maladie à virus Ebola.

Les ministres rwandais et congolais se sont retrouvés, ce mardi 6 août, à Gisenyi pour démontrer toute leur détermination à collaborer pour éradiquer au plus vite le virus Ebola. Diane Gashumba, la ministre de la Santé du Rwanda, a confirmé que son gouvernement renforcera la coopération avec la RDC dans l'objectif de lutter contre cette épidémie : « Le Rwanda va continuer à marcher la main dans la main, côte à côte, avec nos sœurs, nos frères pour collaborer, pour renforcer notre collaboration, mettre en place des mesures renforcées, des mesures communes pour endiguer l'épidémie », a-t-il promis.

#### « Pour l'intérêt et pour le bénéfice de toute la population »

Le ministre de la Santé par intérim de la RDC, Pierre Kangudia se réjouit de la bonne collaboration avec les Rwandais qui ont accepté de faire des plaidoyers pour lutter contre la maladie à virus Ebola au bénéfice des pays des Grands Lacs. « Le Rwanda et la RDC vont faire le plaidoyer non seulement pour les deux pays dans les échanges que nous avons eus de manière bilatérale, que nous allons le faire pour l'intérêt et pour le bénéfice de toute la population de la région des Grands Lacs », explique Pierre Kangudia.

Les deux pays ont réitéré l'appel du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé qui a déclaré que la maladie à virus Ebola constitue une urgence de santé internationale.

#### Plus de 1 800 décès

Rappelons que depuis son déclenchement au Nord-Kivu, cette maladie a fait plus de 1 800 décès dans la province du Nord-Kivu et de l'Ituri à l'est de la RDC.

### **Le gouvernement au complet attendu pour le lundi 12 août**

Hubert Leclercq – La Libre – le 7 août 2019

Cette fois, après près de 7 mois, le nouveau gouvernement de la République démocratique du Congo devrait être connu officiellement lundi prochain, 11 août, après une mise en scène aussi improbable que ce gouvernement est pléthorique.

Mais la date du 12 août est arrêtée. « Le lendemain, le président embarque pour quelques jours de repos bien mérités », explique une source du FCC devenue proche de la nouvelle équipe. « Et avant une rentrée politique et sociale qui s'annonce particulièrement tendue », enchaîne un député, lui aussi du FCC, qui s'attend à « de grosses tensions sociales. Beaucoup de choses ont été promises mais les caisses de l'Etat ne permettront pas la mise en place de ces mesures ».

Dès ce mercredi 7 août, M. Kabund, secrétaire général de l'UDPS, et M. Mwilanya, coordinateur du FCC, chacun flanqué d'une dizaine de délégués de son regroupement politique se retrouvera à l'Hôtel du gouvernement. Coup d'envoi de 5 jours de rencontres, de palabres et de mise en scène devant aboutir lundi à l'annonce des membres du gouvernement.

Pour tenter de légitimer ce gouvernement et lui donner un semblant d'assise, le Premier ministre doit recevoir jeudi matin les délégations des deux regroupements (FCC et Cach) séparément.

Vendredi, ce sera au tour des forces vives, confessions religieuses, entreprises publiques (Aneap), patronat (FEC), délégations des jeunes, des femmes (liste non exhaustive) d'être reçues à l'Hôtel du gouvernement. Quelques heures avant la mise en commun par la coalition FCC -CACH du projet des listes des candidats membres du gouvernement.

Samedi, cette liste, qui pourrait comporter jusqu'à trois noms pour chaque poste, sera remise au Premier ministre Ilunga.

Le lendemain, le Premier ministre et le président se retrouveront pour la confection définitive du gouvernement qui sera rendu public le lundi 12 août... quelques heures avant le départ de Félix Tshisekedi pour un voyage privé.

Cinq jours de mise en scène après plusieurs mois de concertations au sein de chaque camp et entre les piliers de CACH et du FCC sur la confection de ce gouvernement (dans lequel il ne semble pas y avoir de place pour la « formation rebelle » de Modeste Bahati. « Mais un membre ou l'autre de sa plate-forme pourrait obtenir un maroquin », explique le député FCC, qui ajoute : « à condition qu'il ait pris ses distances avec son ancien patron »). Peu probable que la rencontre entre le Premier ministre et le patronat ou le groupement des femmes parvienne à modifier la composition d'un exécutif de 65 ministres et secrétaires d'Etat.

### **Deux ONG listent des personnalités estimées mauvaises gestionnaires**

RFI - le 07-08-2019

Alors que le Premier ministre continue de consulter en vue de former son gouvernement, la société civile se mobilise. La Ligue congolaise de lutte contre la corruption et le Réseau des parlementaires africains contre la corruption ont établi une véritable liste noire de treize projets et d'une quinzaine de personnalités associées que ces deux ONG ne veulent plus voir aux affaires : des anciens Premiers ministres, ministres, gestionnaires d'entreprises publiques et même des membres de la Céni.

Pour la Ligue congolaise de lutte contre la corruption, c'est une question de principe. Si le président Tshisekedi veut impulser un réel changement, il faut éviter de nommer ceux qui sont soupçonnés d'avoir mal géré l'argent public.

« Ça serait une honte s'il recourait encore aux personnes qui ont mal géré pour leur donner des responsabilités politiques. Ça serait vraiment un mauvais signal envoyé à la population, aux partenaires. Ça nuirait même au gouvernement de Tshisekedi », estime Ernest Mparoro, président de la Licoco.

Sur les 13 dossiers cités - parmi lesquels le soutien à la campagne agricole 2012-2014, l'achat de locomotives pour la société nationale de chemin de fer, de machines à voter par la Céni, le projet de fibre optique ou la construction de stades municipaux -, il n'y a jamais eu de poursuites judiciaires. Ces projets de plusieurs dizaines ou même centaines de millions de dollars n'ont jamais porté leurs fruits. Mais pour Me Hubert Tshiswaka Masoka, conseiller du président Tshisekedi en charge de la lutte contre l'impunité, le chef de l'État peut légalement écarter toute personnalité sur laquelle pèseraient de simples doutes. « S'il est question de moralité, la moralité n'a rien à voir avec la justice. Le chef peut lui-même entreprendre des enquêtes par le biais de ses services pour fouiller dans le passé d'une personne quelconque qui prétend à la gestion de la chose publique. »

Parmi la quinzaine de personnalités épinglées, toutes ne sont pas de la coalition pro-Kabila. Il y a des anciens Premiers ministres comme Augustin Matata Ponyo et Adolphe Muzito, des ministres comme Tryphon Kin Kiey Mulumba ou même des gestionnaires de projet comme Moïse Ekanga.

### **Des journaux sportifs africains affirment que l'Algérie a triché pour remporter la CAN 2019**

Sputnik - le 07.08.2019

La mise sur le banc de touche de Riyad Mahrez par Pep Guardiola lors de la rencontre entre Manchester City et Liverpool, en raison «d'une crainte sur un médicament» que le joueur avait consommé, a porté une partie de la presse sportive africaine à soupçonner l'équipe d'Algérie de dopage durant la CAN 2019.

Une déclaration de l'entraîneur du club anglais Manchester City, Pep Guardiola, concernant le joueur Riyad Mahrez, la star de l'équipe d'Algérie, a déclenché une tempête dans les médias sportifs africains à propos de la victoire algérienne en Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019. En effet, l'entraîneur espagnol de Manchester City a affirmé, dans une conférence de presse, qu'il avait écarté Mahrez de la rencontre face à Liverpool «à cause d'une crainte sur un

médicament que lui avaient donné les médecins algériens». «Il existe un risque au contrôle antidopage parce que nos médecins ne savent pas exactement quels médicaments il a pris», a-t-il expliqué, précisant qu'«heureusement, il sera de retour face à West Ham et tout sera normal à l'avenir».

Ces déclarations ont fait dire à plusieurs médias sportifs africains que Riyad Mahrez, le capitaine de l'équipe d'Algérie, et ses coéquipiers avaient utilisé des produits dopants pendant la coupe d'Afrique des nations en Égypte.

Pour l'instant, ni la Confédération africaine de Football (CAF), ni la Fédération algérienne de football n'ont commenté ses accusations.

## **Rapport Giec, la sécurité alimentaire mondiale au défi du réchauffement**

La Croix, le 08/08/2019

Explication

À l'issue de six jours de discussions, le Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (Giec) rend public, jeudi 8 août, un rapport spécial sur l'utilisation des terres. Ses conclusions préconisent une réforme profonde de notre système alimentaire pour répondre à la crise climatique.

### Rapport Giec, la sécurité alimentaire mondiale au défi du réchauffement

Le Giec a axé son rapport sur comment le réchauffement climatique affecte les terres consacrées aux cultures, à l'élevage ou encore les forêts.

Au-delà de nos systèmes industriels, de transports ou énergétiques, il faudrait désormais s'attaquer à notre modèle de production alimentaire pour réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. C'est en effet ce que préconise le Groupe International d'Experts sur l'Évolution du Climat (Giec), réuni début août à Genève, dans son dernier rapport, publié jeudi 8 août et dédié, pour la première fois, à l'utilisation des terres.

« Les êtres humains exploitent désormais plus de 70 % des terres sans glace de la planète », pointent les experts dans leur synthèse pour les décideurs politiques – approuvée mercredi 7 août par les gouvernements, au terme d'une dernière session marathon de 28 heures –, « tandis que l'agriculture, l'exploitation des forêts et les autres formes d'exploitation des terres (...) produisent 22 % des émissions mondiales ». Fruit d'un travail de longue haleine depuis 2017, leur rapport scientifique décline, sur près de mille pages, les pressions qui régissent les interactions entre changement climatique, désertification et sécurité alimentaire.

Crucial, ce dernier point est particulièrement préoccupant. Alors que les Nations unies tablent, à horizon 2050, sur une population mondiale de dix milliards d'habitants, comment nourrir ces derniers sans détruire la nature dont ils dépendent? « Nous affrontons une triple crise climatique, de la biodiversité et des droits humains, et les experts montrent dans leurs projections que si nous ne faisons rien, nous risquons de devoir choisir entre se nourrir, produire de l'énergie avec des agrocarburants, ou séquestrer du carbone », décrypte Sara Lickel, chargée de plaidoyer international Droit à l'alimentation et climat au Secours catholique. « On ne peut pas se permettre d'arriver au moment où l'on devra faire ce choix », prévient-elle.

### « Adaptation »

Le pire pourrait pourtant bien advenir, selon les experts. Car en augmentant l'intensité et la fréquence de phénomènes extrêmes – pluies intenses, sécheresse, vagues de canicule... –, le changement climatique accroît la vulnérabilité des terres. « C'est particulièrement le cas des zones arides, qui occupent plus de 46% des terres émergées et abritent trois milliards de personnes - soit un peu de 40% de la population mondiale [...] », analyse dans un billet Pierre-Marie Aubert, coordinateur de l'initiative Agriculture européenne à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), « la question est d'autant plus préoccupante que ce sont aussi des régions peu développées, ou les possibilités sont faibles ». Les populations africaines et asiatiques seraient, selon le rapport, les plus exposées aux conséquences de la désertification croissante.

Accélérant l'érosion des sols et la disparition de la biomasse terrestre sous sa forme intensive, l'agriculture exploite un tiers de toutes les terres émergées et les trois quarts de l'eau douce de la planète. Tablant sur l'imbrication des impératifs d'« adaptation » des territoires et d'« atténuation » du réchauffement, le Giec liste les options possibles pour limiter les effets de la crise climatique.

### « La désertification n'est pas une fatalité »

« Le rapport souligne qu'il y a toute une panoplie d'actions positives qui, selon les différentes régions du monde et leurs conditions géophysiques, peuvent être rapidement menées : elles touchent notamment à la gestion durable des forêts, des terres, à la restauration des écosystèmes dégradés, à la réduction de la déforestation, à la conservation des tourbières (1)... », décrypte José Romero, collaborateur de l'Office fédéral de l'environnement et point de contact suisse pour le Giec. Certains prônent encore des solutions fondées sur les bioénergies, produites à partir de bois, de produits agricoles ou de déchets organiques.

### Gaspillage

D'autres changements passent par un bouleversement profond de nos habitudes alimentaires. Avec, en ligne de mire, une réduction du gaspillage. « Les chiffres sont assez dramatiques, on dit que pratiquement 25 à 30% de l'alimentation qui est produite sur la planète est perdue. C'est un avertissement à utiliser les terres à bon escient, rationnellement », souligne le spécialiste. Le rapport montre que le système de l'alimentation – c'est-à-dire y compris la partie transport-stockage-transformation – constitue pratiquement, selon les estimations du Giec, entre 8 et 10% des émissions mondiales annuelles.

Les scientifiques épinglent enfin la consommation mondiale de viande industrielle. « Les experts ont souligné son poids dans les émissions, et son effet sur la déforestation », poursuit Sara Lickel. Sans brandir de nouveaux chiffres, le Giec rappelle que deux milliards d'adultes sont en surpoids ou en situation d'obésité. « Cela est aussi lié à une surconsommation de produits ultra-transformés. Le développement de l'agroécologie, qui permet une production locale, pourrait contribuer à réduire ce phénomène, abonde-t-elle. Certaines ONG appellent à réduire de 80% la consommation de viande dans les pays riches développés, quand près d'un milliard d'individus sont en situation d'insécurité alimentaire...»

### « Climat studieux »

Étroitement liés, les enjeux soulevés par le Giec sont complexes. Ce qui explique aussi le retard considérable pris dans les négociations, début août à Genève, entre les délégations des 195 pays membres et les experts de l'Onu. « Les sessions se sont déroulées dans un climat studieux. Les États ont demandé beaucoup de précisions aux experts, pour nuancer parfois certaines de leurs affirmations ou pour obtenir des informations supplémentaires sur le degré de documentation de celles-ci », insiste José Romero, en rappelant que « le Giec ne prescrit rien d'obligatoire » pour les décideurs politiques.

Ceux-ci sont-ils d'ores et déjà prêts à rebondir sur le rapport ? « Ce dernier est un jalon important, dans une séquence politique particulière avec l'accord de Paris, le sommet de l'Onu sur le climat en septembre, la perspective de la Cop 25 au Chili à l'hiver prochain. Le climat est à la prise de décisions », conclut Sara Lickel. Dédié aux océans et à la cryosphère – banquise, glaciers, calottes polaires...-, un troisième rapport « spécial » du Giec, devrait aussi être adopté, fin septembre, à Monaco.

### Les chiffres clés du rapport

- L'agriculture, la sylviculture et d'autres types d'utilisation des terres représentent 23 % des émissions de gaz à effet de serre.
- En y ajoutant les industries de transformation des aliments, cette part monte à 37 % des émissions de gaz à effet de serre. Un tiers de la nourriture est gaspillée alors même que 820 millions de personnes souffrent de la faim.
- L'agriculture et la sylviculture rejettent 41 % du méthane et 81 % du protoxyde d'azote émis, des gaz 24 et 265 fois plus polluants que le dioxyde de carbone.
- 70 % de l'eau douce mondiale est utilisée pour l'agriculture.
- 72% des terres terrestres habitables est affecté par l'activité humaine.

### **Trois médecins arrêtés pour le meurtre d'un épidémiologiste camerounais**

La Libre /AFP – le 8 août 2019

La justice congolaise a affirmé mercredi détenir trois des quatre médecins congolais accusés d'être impliqués dans l'assassinat en avril d'un épidémiologiste camerounais de l'OMS dans une attaque de milices contre une équipe de lutte contre Ebola, dans l'est de la République démocratique du Congo.

Ces médecins sont « poursuivis » pour « terrorisme, association de malfaiteurs », a déclaré à l'AFP le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Kumbu Ngoma, procureur militaire de Butembo (Nord-Kivu). Ils sont accusés d'avoir tenu « des réunions en date du 14 avril 2019 pour projeter l'assassinat du docteur Richard Mouzoko », épidémiologiste de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-il ajouté.

Il s'agit des docteurs Hippolyte Sangala Kisako, Aurélien Luendo Paluku et Gilbert Kasereka. Parmi ces médecins, « trois sont en détention », a déclaré le procureur, ajoutant que d'autres personnes, dont au moins une femme, sont également détenues dans cette affaire.

Un quatrième médecin, le Dr Mundama Witende, est hors du pays, selon un de ses confrères. Interrogé par l'AFP, Me Jean-Guelord Kizito Poipo, avocat du Dr Sangala, a confirmé la détention de son client. « Mardi, les trois médecins (présents) ont été appelés à se présenter pour une dernière confrontation. Notre client a dit qu'il n'a jamais participé à une telle réunion », a déclaré l'avocat.

Pour le procureur, les médecins « sont parmi les auteurs moraux » de l'attaque qui a coûté la vie au Dr Richard Valery Mouzoko. « Je les ai interpellés, je les ai interrogés sur procès-verbal et j'ai fait des confrontations », a-t-il dit.

### Solidarité et menace de grève

Le Dr Richard Valery Mouzoko Kiboung avait été tué le 19 avril dans une attaque d'hommes armés contre l'hôpital universitaire de Butembo où il présidait une réunion avec les membres de l'équipe de riposte contre Ebola.

Dans une lettre datée du 6 août adressée au maire de la ville de Butembo, l'ordre local des médecins a exprimé « son indignation face à l'arrestation » de ces médecins et exigé leur mise en « liberté provisoire ».

« La corporation donne un ultimatum de 48 heures pour leur libération sans condition aucune sous peine d'une grève sèche dans toutes les structures de la ville de Butembo et ses environs sans oublier les centres de traitement de la maladie à virus Ebola », peut-on encore lire dans cette lettre.

« Hors de question de les mettre en liberté provisoire. Ils ont été pointés du doigt de manière très claire dans l'assassinat du docteur Richard et l'attaque du CTE (centre de traitement d'Ebola) de Butembo », a réagi le procureur militaire.

« Le problème est délicat. Comme il y a eu mort d'homme, nous devons absolument avoir la vérité sur ce qui s'est passé », a estimé le professeur Jean-Jacques Muyembe, coordonnateur de la riposte contre Ebola en RDC, interrogé par l'AFP.

La République démocratique du Congo lutte depuis une année contre une épidémie de fièvre hémorragique qui a déjà fait plus de 1.820 morts, essentiellement dans les régions rurales de Beni, Butembo-Katwa (Nord-Kivu) et en Ituri.

Depuis mi-juillet, une dizaine de cas, dont deux morts, ont été enregistrés dans la ville de Goma, la capitale du Nord-Kivu. La région est un repaire de nombreux groupes armés locaux et étrangers depuis 25 ans.

La présence des milices a compliqué les actions de prévention avec des attaques des CTE à Butembo et à Katwa.

=====

Si vous désirez prendre contact avec notre rédaction, écrivez à [guy@congoforum.be](mailto:guy@congoforum.be)  
Si vous désirez vous INSCRIRE (ou inscrire un ami), afin de recevoir notre Revue de la Presse par courriel dans votre boîte, rien de plus simple ! Envoyez un courriel à [yigdrya@gmail.com](mailto:yigdrya@gmail.com) en mentionnant simplement « Revue de presse » (et l'adresse, si ce n'est pas celle d'où vous écrivez).  
Merci de verser votre soutien sur le compte BE53 7380 1810 3353 EUR de l'asbl CongoForum, ou d'utiliser sur notre site le bouton « Donate » et ses options « crédit » ou « Paypal ».

Pour plus de détails sur l'actualité congolaise, voyez [www.CongoForum.be](http://www.CongoForum.be) Encore des questions? Mme Hélène Madinda vous répondra: [helene.madinda@gmail.com](mailto:helene.madinda@gmail.com).





CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO

*Présidence*

BP. 3258 – Kinshasa /Gombe

Tél. : +243 998 248 699

Fax : +33172703031

E-mail : [cencorde@gmail.com](mailto:cencorde@gmail.com)

République Démocratique du Congo

---

**MEMORANDUM DE LA CENCO AU PREMIER MINISTRE  
SYLVESTRE ILUNGA ILUNKAMBA  
KINSHASA, LE 09/08/2019**

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,

1. Nous tenons à vous remercier d'avoir pensé de consulter la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), avant la publication de votre Gouvernement que le Peuple congolais attend impatiemment avec beaucoup d'espoir. Cette consultation traduit la considération que vous avez du rôle que la CENCO joue dans notre pays ainsi que de la présence et de l'engagement de l'Eglise Catholique en République Démocratique du Congo. Votre consultation exprime également votre volonté de collaborer avec la CENCO pour le bien-être de nos compatriotes.
2. C'est pour nous l'occasion de vous présenter nos sincères félicitations pour votre nomination à la tête du Gouvernement et de vous souhaiter plein succès. En même temps nous vous transmettons les préoccupations de l'épiscopat congolais sur la gouvernance de ce pays dont vous avez le leadership, en ce moment particulier de l'histoire de notre pays :
3. Avant tout, qu'il nous soit permis de rappeler que vous occupez la Primature de notre pays dans un contexte où « l'économie souffre de faiblesses structurelles héritées du passé. Le chômage persiste, la scolarité et l'accès aux soins médicaux sont un luxe pour beaucoup de familles. Des milliers de personnes, dont un nombre impressionnant d'enfants, vivent dans

une insécurité alimentaire sévère, dans un pays au sol fertile, et regorgeant en plus d'abondantes ressources naturelles.... »<sup>1</sup>.

4. Cette situation se justifie, sans aucun doute, par le fait que les différents systèmes de gouvernance qui se sont succédé n'ont pas placé les intérêts des Congolais au centre de leurs préoccupations politiques<sup>2</sup>. Le positionnement et l'enrichissement personnels semblent être le principal mobile de l'engagement en politique pour beaucoup de nos compatriotes. C'est pourquoi le Peuple congolais a saisi l'occasion des dernières élections pour s'exprimer clairement pour une véritable rupture avec l'ancien système de gouvernance, en vue d'avoir les nouveaux dirigeants qui le mettraient au centre de leurs préoccupations<sup>3</sup>.
5. Ce nouveau leadership et la nouvelle classe politique que le peuple attend impatiemment auront comme socle le gouvernement que vous êtes en train de former. D'où le grand intérêt que le public congolais accorde sur la qualité des personnes qui devront le constituer.
6. Tel qu'annoncé, la taille de votre Gouvernement semble « très large » et par conséquent budgétivore. Sa réduction serait plus que souhaitable. Nous vous recommandons vivement de nommer des personnes intègres qui feraient la différence avec le passé. Le peuple congolais est très regardant à ce propos. La publication de votre Gouvernement sera un grand signal du changement voulu par notre Peuple.

---

<sup>1</sup> Message de la 56<sup>ème</sup> Assemblée Plénière des Evêques membres de la CENCO, *Libérez mon Peuple*, Kinshasa, le 21 juin 2019, n.10.

<sup>2</sup> Message de la 55<sup>ème</sup> Assemblée plénière des Evêques membres de la CENCO, *Sauvons le processus électoral*, le 29 juin 2018, n.12.

<sup>3</sup> Message de l'Assemblée Plénière des Evêques membres de la CENCO, *Libérez mon Peuple*, Kinshasa, le 21 juin 2019, n.3.

7. On ne le dira jamais assez, « la crise de notre pays est avant tout éthique. Le pays a besoin d'hommes nouveaux et intègres. Un changement radical dans le comportement personnel, social et politique pourra apporter une nouvelle manière de gérer la République. Le Congo nouveau sera fondé sur les valeurs républicaines, les valeurs morales de la vie sociale et les valeurs évangéliques »<sup>4</sup>.
8. Comme par le passé, la CENCO reste disponible à apporter sa contribution à votre Gouvernement dans tout ce qu'il entreprendra pour améliorer les conditions de vie de la population congolaise dont nous avons la charge pastorale.
9. Persuadés que le présent mémo retiendra votre attention particulière, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments dévoués en Notre Seigneur Jésus-Christ.



✠ Fridolin AMBONGO BESUNGU  
Archevêque de Kinshasa  
Vice-Président de la CENCO

---

<sup>4</sup> Message de l'Assemblée Plénière des Evêques membres de la CENCO, *A vin nouveau, autres neuves*, Kinshasa, le 7 juillet 2007, n.27.